

# Asselineau : « L'euro

Il le reconnaît lui-même, s'en félicite et s'en amuse : grâce au fameux débat à onze du 4 avril, les Français ont découvert François Asselineau. Depuis, les gens le reconnaissent dans la rue, multiplient les selfies avec lui et ses salles se remplissent, comme hier soir à Nice. Si les groupies ne lui sautent pas encore au cou pour lui arracher ses vêtements ou ses magnifiques boutons de manchette en forme de pièce de 1 F, le candidat Asselineau se trouve peu à peu un public séduit par ses idées très arrêtées.

Partisan d'un « Frexit » sans condition, ce haut fonctionnaire qui a effectué son premier stage de l'ENA à la préfecture de Nice est intarissable lorsqu'il détaille le mécanisme du retour au franc. Pour lui, c'est clair, il n'y a qu'un seul sujet d'intérêt dans cette campagne « scandaleuse » : la reconquête de la souveraineté nationale qui passera nécessairement par la sortie de l'Europe et de l'euro.

Mais si, comme tous les candidats qui se succèdent à *Nice-Matin*, François Asselineau assure qu'il fera « beaucoup plus que ce qu'annoncent les sondages », il ne se voit pas pour autant à l'Élysée. « La probabilité que je sois élu est faible. Je n'ai pas beaucoup d'illusion ». Décalé, mais réaliste, François Asselineau.

DENIS CARREAUX  
dcarreaux@nicematin.fr



Partisan d'un « Frexit » sans condition et de la reconquête de la souveraineté nationale, le candidat à la présidentielle François Asselineau a détaillé hier, dans les locaux de *Nice-Matin*, son raisonnement à six de nos lecteurs.

## TEXTES :

STÉPHANIE GASIGLIA et KARINE MICHEL  
kmicHEL@nicematin.fr, sgasiglia@nicematin.fr  
Photos : FRANÇOIS VIGNOLA

## Union européenne : « Les États ont gardé leur monnaie nationale »

### **Vous voulez la sortie de l'euro. Or n'êtes-vous pas obligé de modifier notre Constitution ?**

Il y a effectivement l'article 88 qui précise que la France participe à l'Union européenne. L'article 50 de sortie de la constitution européenne précise, lui, que tout État peut sortir de l'Union européenne conformément à ses règles constitutionnelles. Donc par souci de précision juridique, j'ai dit qu'il fallait retirer cela de notre Constitution dans le même temps où nous lancerions la procédure de l'article 50. Il y a

aussi l'article 11 qui, je crois, nécessite l'accord du parlement. Encore une fois, je pars du principe que si je suis élu, dans la foulée il y a aura une assemblée parlementaire qui me soutiendra.

### **Combien de temps pour sortir de l'Europe et de l'euro et pour éviter un coup de mou à l'économie faute d'une monnaie, comme c'est le cas en Grande-Bretagne ?**

L'euro va finir par exploser et personne n'en parle ! Au moment de l'idée d'une

monnaie européenne et du traité de Maastricht, les Allemands ont imposé un système qu'il faut regarder à la loupe : tous les États ont gardé leur monnaie nationale, laquelle est en fait une créance sur la banque de France. Si vous avez 1000 euros sur un compte bancaire, c'est en fait une créance sur la Banque de France. Si l'euro explose, vos créances de la Banque de France deviendront la monnaie de la Banque de France, qui changera de nom et deviendra le franc (...) Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie,

a dit que les pays qui sortiraient les premiers de la zone euro s'en sortiraient le mieux.

Aujourd'hui pour sortir du système mis en place, nous devons solder les comptes vis-à-vis de la BCE, soit 20 milliards d'euros. Si l'Italie devait sortir de l'euro sans pouvoir payer sa dette, nous aurions à en supporter 22 %, soit 110 milliards d'euros.

### **Si on sort de l'Union européenne, comment récupérer l'argent qui**

### **aujourd'hui, est de l'évasion fiscale ?**

On a 60 milliards d'euros d'évasion fiscale par an. Ce qui se passe maintenant, avec la libre circulation des capitaux, vous pouvez faire de l'évasion fiscale « gratis » en faisant ce que l'on appelle de « l'optimisation fiscale ». Si on sort de l'Union européenne et que l'on rétablit le contrôle des mouvements de capitaux, ce qui existe d'ailleurs dans la quasi-totalité des pays du monde hors OCDE, on devrait pouvoir arrêter cela et récupérer 20 milliards d'euros.

## Ce qu'ils en pensent



**Catherine Guillard**  
55 ans, Cagnes

« François Asselineau est un rassembleur. Il est très pédagogue, il connaît parfaitement ses dossiers. Je partage ses idées. Je note aussi qu'il ne veut pas de sujets clivants pour l'instant et ça c'est très bien. »

(Catherine Guillard est encartée à l'UPR).



**Denis Emerand**  
66 ans, Grimaud

« Cela fait trente ans que je ne vote pas et je pense que cette fois, je vais le faire... pour François Asselineau. Il sait de quoi il parle, il est précis, notamment sur la sortie de l'Europe, sur la monnaie et le retour du franc. »



**Olivier Franck**  
53 ans, Nice

« Je ne sais pas encore si je voterai pour lui mais c'est le présidentiable dont le programme – Je les ai tous lus ! – m'a le plus interpellé. Et c'est le meilleur programme que j'ai lu. Il a la tête sur les épaules, il sait de quoi il parle. »



**Marvin Guglielminetti**  
19 ans, Cannes

« Très intéressant, il va à contre-courant de l'opinion. Mais son discours est un peu imperméable. On a du mal à comprendre ses propositions. Ce n'est pas un bon orateur à la Mélenchon. Ni un bon communicant. »



**Gaël Michelin**  
26 ans, Antibes

« Il a abordé des sujets profondément importants et malheureusement absents des débats, comme la sortie de l'UE et de l'OTAN. Il est extrêmement clair et sans langue de bois. Son discours est audible. »



**Hugo Julien**  
17 ans, Nice

« C'est un homme qui cherche à tirer les Français vers le haut, à élever le débat. Loin des slogans marketing et de la médiatisation des affaires. C'est le seul candidat capable de répondre à des questions de fond. »

# va finir par exploser »

## Le Président est le « garant de l'indépendance nationale »

### Si le Président n'a pas de majorité parlementaire, comment fera-t-il pour mettre en place son programme ?

Je suis le seul à dire que la constitution française, n'est pas celle des États-Unis ! J'ai bien insisté sur le fait qu'il y a le programme présidentiel et le programme législatif. Le président a des pouvoirs qui sont fixés par les articles 5 à 19 de la Constitution et son devoir, c'est de veiller au respect de la Constitution. Et puis, il doit être un arbitre au-dessus des partis pour assurer la continuité de l'État. Il est aussi le garant de l'indépendance nationale, de

l'intégrité du territoire et de l'unité nationale qui est très menacée en France, et je suis le seul à évoquer cette question explosive. Enfin, il est le garant du respect des traités, le chef de la diplomatie et le chef des armées. Et l'article 16 lui donne éventuellement les pleins pouvoirs. C'est vrai que les autres candidats présentent des mesures sur la santé, la sécurité, l'éducation, ce que je fais aussi car il faut tenir compte du principe de réalité : c'est ce que les gens attendent. Mais fondamentalement, cette question se pose à tous. Cette présidentielle n'est pas comme

les autres, il n'est donc pas du tout exclu que M. Mélenchon soit élu président de la République et qu'il ait une majorité de droite ensuite, car la majorité des Français sont à droite en ce moment. Tout peut arriver aujourd'hui. De ce point de vue-là, les autres candidats n'ont pas dit ce qu'ils allaient faire en tant que président. Moi j'ai bien dit que si j'étais élu, mon programme c'est la sortie de l'UE, de l'euro et de l'OTAN, car je serais le garant de l'indépendance nationale. Que feront les autres pour garantir l'indépendance et la souveraineté nationale ?



## C'est dit !

- ▶ « Les Allemands ont placé leur libido politique dans le fait d'avoir une monnaie solide. »
- ▶ « Jean-Marie Le Pen, le champion de la captation d'héritages. »
- ▶ « Pendant le débat, je n'ai jamais été contredit. Les autres candidats regardaient tous leurs chaussures. »
- ▶ « J'avais évoqué la souveraineté nationale avec Brice Hortefeux. Il avait ri d'un rire gras, avec sa chevelure décolorée version Trump. »
- ▶ « On est dans un théâtre d'ombres, la démocratie n'existe plus en France. »
- ▶ « Le meilleur allié de M. Macron, c'est Mme Le Pen. »
- ▶ « J'ai les pieds bien ancrés sur terre, je ne suis pas un fantaisiste. Je n'ai pas entendu les voix de la Sainte-Vierge pour dire tout d'un coup qu'il fallait sortir de l'euro. »
- ▶ « Avant je considérais comme tout le monde que l'Europe c'est la paix et que ça n'avait que des avantages et pas d'inconvénients. »
- ▶ « J'ai le sentiment que la classe politique que nous avons n'est pas à la hauteur des événements. »
- ▶ « Je préfère que l'on me brocarde parce que je connais les traités, plutôt que parce que j'ai piqué dans la caisse ou parce que ma femme serait mon attachée parlementaire. »

## « J'ai de vrais adhérents, pas à la Macron »

### On parle de cinq candidats, alors que vous êtes onze...

Dans les journaux, ils parlent des candidats... mais en fait, ils ne parlent que de cinq candidats ! Les prétendus grands. Il y en a six qui sont passés à la trappe ; purement et simplement. Et parmi ces six, j'ai l'impression de ne pas être le plus petit d'entre eux. Certes, je suis le plus petit en matière d'épaisseur du dossier judiciaire, ça, c'est exact. Mais en terme d'expérience professionnelle, d'honnêteté, de sincérité de connaissances des dossiers, je crois être un grand candidat.

### Que pensez-vous des sondages ?

Je suis convaincu que les sondages sont faux, mais on va dire que je suis complotiste. En période d'équité, mettre 0,0% à Asselineau, ça permettait au CSA de dire : "c'est normal que vous ne soyez pas invité". Alors que mettre 25 % à M. Macron, c'était normal qu'il monopolise les médias. Et là, en période d'égalité, comme par hasard les sondages vont se rapprocher petit à petit de la réalité et on va nous dire, comme pour le Brexit et l'élection de Trump, que c'est dans les derniers jours que l'opinion a évolué. Je n'y crois pas, je suis convaincu que Macron ne fait pas 25% des voix. Il s'agissait de lui donner le plus de temps de parole et on dira dans les tout derniers

jours : "tiens, il a raté sa fin de campagne". On me donne aujourd'hui 1,5 et 2%.

Je pense que je ferai davantage.

### Quelle est votre stratégie pour parler aux abstentionnistes et aux contestataires ?

Il y a des gens en rupture avec la politique, qui sont convaincus qu'il n'y aura pas de changement. Ils ne le recherchent pas. Les gens s'abstiennent mais en attendant quoi ? C'est pareil pour le vote blanc. Autant, je suis d'accord qu'on lui donne son plein exercice, mais il y a en a qui votent blanc pour le principe ! Je pense qu'il y a une soif des gens d'avoir des informations. Moi, je ne suis pas un bonimenteur. Je suis un haut fonctionnaire, pas un politicien. Depuis 10 ans que j'ai créé l'UPR, l'Union populaire républicaine, je ne regrette rien, j'ai toujours parlé à l'intelligence des gens. Je sais que je ne serai pas élu le 7 mai. En revanche, je pense que je vais faire un score qui va surprendre au premier tour. Et que l'on va s'incruster lors des législatives. En 10 ans, nous sommes passés à 24000 adhérents. Et ce sont des vrais adhérents. Pas à la Macron. Macron, c'est zéro électeur prouvé et pourtant il a eu, par exemple, 75 couvertures de magazine au dernier trimestre 2016. Moi... zéro.

## L'Otan : « si on y reste, la France n'aura plus son indépendance militaire »

### N'est-ce pas paradoxal de vouloir sortir de l'Otan, le retrait des troupes dans des guerres illégales et en même temps, de vouloir augmenter le budget de la Défense ?

Jusqu'en 1981, le budget de la Défense s'élevait à 3 % du PIB. Depuis, on est passé à 1,6 %. Je propose de revenir à la fin du quinquennat à la situation de 1981. Ça peut comporter la mise en chantier d'un deuxième porte-avions, il faut également avoir un ou deux

SNLE [Sous-marin nucléaire lanceur d'engins, ndlr] supplémentaires, des frégates, etc. Ce n'est pas contradictoire avec la sortie de l'Otan, qui nous coûte au passage environ 200 millions d'euros par an. Si on y reste, la France n'aura plus son indépendance militaire en étant contrainte de participer à des programmes otaniens d'armement. Et si notre industrie passe sous la tutelle de l'Otan, c'est la destruction de notre indépendance

militaire qui nous pend au nez ! L'idée de redévelopper le budget de la Défense c'est donc pour assurer notre souveraineté, affirmer notre souveraineté sur des zones économiques exclusives, tenir notre rang au niveau mondial, relancer l'industrie militaire française et la faire échapper à sa destruction programmée par l'Otan. Ça n'est pas pour autant que l'on va se fâcher avec les autres pays du monde au contraire, cela va renforcer notre diplomatie.

## En bref...

### ▶ Fillon au second tour ?

Je pense qu'il ne faut pas l'enterrer trop tôt. Il fera plus que ne le disent les sondages. Macron fera moins. Et Mme Le Pen fera un peu moins aussi. Si Fillon est élu, il aura sans doute une majorité parlementaire. Sans doute... mais ce que je pense vraiment, c'est que la France va devenir ingouvernable et que malheureusement je suis le seul à apporter la vraie solution.

### ▶ Pouvoir d'achat des classes défavorisées et des classes moyennes

Je propose l'augmentation du SMIC qui d'ailleurs est interdite actuellement. Les directives européennes disent au contraire, il faut baisser le SMIC. Je rappelle qu'on doit aller vers une convergence et par exemple le SMIC en Bulgarie est de... 200 euros. En France, nos parents, nos grands-parents se sont battus pour que les enfants et les petits-enfants aient des acquis sociaux. Il est de bon ton de taper dessus. Il est vrai que par rapport aux autres pays de l'UE, les Français ont les acquis parmi les plus confortables. Par dogmatisme, si on veut une convergence, on est obligés de baisser ça. On a vu augmenter la pauvreté en France à partir de l'an 2000, c'est-à-dire, comme par hasard, à peu près au moment où est entré en vigueur l'euro et où se sont fait de plus en plus sentir les contraintes de Maastricht, notamment en matière de délocalisation industrielle. Je propose de casser la baisse du nombre d'emplois en France.

On a un cancer qui s'appelle le chômage. Je cite souvent Einstein qui dit : « La folie consiste à faire encore et encore la même chose en espérant avoir des résultats différents ». On taille dans les dépenses publiques, on détruit les acquis sociaux progressivement, on privatise, on ne remplace pas les fonctionnaires qui partent à la retraite... et on assiste au contraire de ce qui est annoncé. On assiste à une montée de la pauvreté et à une augmentation du chômage. Ce que je ferais en premier si on sort de l'UE : rétablir le contrôle de mouvements de capitaux. On aura une diminution des importations, une augmentation phénoménale des exportations et donc on assistera à une forte augmentation du nombre d'emplois, comme cela se passe au Royaume-Uni.

### ▶ Que faire au sujet du RSI ?

Je le supprime. Et je trouve autre chose. C'est quand même fort de café d'avoir fait un système qui suscite à 150 % l'opposition des gens. Il n'y a pas une seule personne qui approuve ce... truc. Il faut le réformer complètement. Au passage, il faut faire un moratoire sur les indépendants qui sont parfois dans une situation dramatique. C'est dingue ! C'est volontaire ou pas ? Ou c'est le summum de l'incompétence ? On se demande parfois.